

“Main basse sur La Défense!”

« *Etendre le territoire de La Défense, en avoir la totale maîtrise .»*

Tel est l'objectif que poursuit N. Sarkozy selon **Patrick Jarry, Maire de Nanterre**, qui déclare:

« *La Défense, c'est aujourd'hui 170 hectares. L'objectif, avec l'Epad, c'est 800 hectares, dont 580 pris sur Nanterre, et la construction de 2,5 millions de mètres carrés de bureaux. Pour Nicolas Sarkozy, qui a toujours considéré la Défense comme sa chasse gardée, comme le cœur nucléaire de l'UMP, il fallait placer là un homme de toute confiance. Patrick Devedjian n'est visiblement plus celui-là. Les maires de Courbevoie et de Puteaux non plus. D'où la proposition de Jean Sarkozy. »*

L'affaire Sarkozy fils, qui défraie la chronique, est la suite logique d'une mainmise programmée sur le centre d'affaires de La Défense par Sarkozy père.

L'obsession de N. Sarkozy : faire de La Défense un centre d'affaires mondial

L'annonce de la nomination de Jean Sarkozy à la présidence de l'Epad révèle l'obsession intacte d'un Président de la république (le père) qui fut à l'origine maire de Neuilly-sur-Seine puis président du Conseil général des Hauts-de-Seine (d'avril 2004 à mai 2007).

N. Sarkozy n'a jamais caché sa passion pour ce bout de territoire, premier centre d'affaires européen avec ses trois millions de mètres carrés de bureaux. Il a avoué à plusieurs reprises son fantasme : faire de La Défense un centre d'affaires mondial qui supplanterait la City de Londres.

C'est le sens du Plan de renouveau de La Défense qu'il a lancé en 2006 et qui prévoit, entre autres, 450.000 mètres carrés de bureaux supplémentaires.

Une mainmise inacceptable de l'Etat sur les communes

Pour réaliser son rêve, N. Sarkozy veut étendre la zone d'affaires de La Défense, déjà gigantesque en absorbant 230 hectares supplémentaires sur le territoire de Nanterre, un quart de la commune de La Garenne-Colombes, ainsi que des parcelles des territoires de Courbevoie et Puteaux. Ainsi, La Défense passerait de 170 hectares aujourd'hui à près de 800 demain, dont 580 pris sur Nanterre, pour y multiplier tours, m² de bureaux et logements de standing.

A cette fin, deux décrets ont été adressés, cet été, par le gouvernement aux collectivités locales concernées qui doivent se prononcer avant le 3 novembre, l'un portant sur le projet de fusion Epad-Epasa et créant un nouvel établissement nommé « Etablissement public d'aménagement de La Défense-Seine Arche » (Epadsa), l'autre sur l'extension du périmètre du quartier d'affaires.

Ils disent Non à l'extension de La Défense et au grand Paris autoritaire !

Le Conseil Régional s'est prononcé contre les décrets du gouvernement élargissant le périmètre du quartier d'affaires et créant l'Epadsa. Le conseil municipal de Courbevoie, avec son maire UMP, a également voté contre ces décrets. La ville de Nanterre s'opposera de même à ces projets lors de son conseil municipal du 20

Ces décrets conduisent à une inacceptable remise en cause des pouvoirs et des capacités d'action des élus locaux de toutes les villes du secteur concerné. Les Nanterriens n'auront plus de prise sur l'aménagement de la moitié de la ville. Les habitants de La Garenne-Colombes, Courbevoie et Puteaux seraient, de la même façon, privés des choix d'aménagement de leur cité.

La Défense n'est pas la chasse gardée du clan Sarkozy !

Il convient d'ailleurs de noter que le projet de loi sur le « Grand Paris » est porteur de la même logique qui aboutit à une véritable mainmise de l'Etat sur les collectivités locales et leurs compétences, et cela afin de se servir de la puissance publique pour imposer l'ouverture d'un maximum de terrain aux appétits du privé.

La nomination du fils du Président de la République à la tête du quartier d'affaires de La Défense illustre la volonté de concentration du pouvoir dans les mains d'un clan, -le clan Sarkozy et de l'UMP- qui considère que La Défense et les Hauts-de-Seine sont sa propriété.

Mais ni La Défense, ni les Hauts-de-Seine ne sont la chasse gardée du clan Sarkozy !

Des villes invivables pour les habitants, aggravation des inégalités

La **priorité absolue donnée à la haute finance** avec ces projets conduirait à des villes invivables pour les habitants des communes concernées. Cela provoquerait davantage d'inégalités, en concentrant encore plus de richesses dans l'Ouest parisien, en déséquilibrant un peu plus la région Île-de-France, en allongeant pour des centaines de milliers de salariés les temps de trajet faute de logements accessibles et en ne répondant à aucun des besoins des habitants.

Alors que le monde est en proie à une crise économique et financière sans précédent, il est temps de revoir ce type de développement, d'admettre que des projets d'extension comme ceux de La Défense sont désormais caducs.

Inscrire La Défense dans un environnement urbain plus humain, plus durable

Les communistes ne veulent pas d'un aménagement imposé et dépassé, ajoutant des tours aux tours, pour développer seulement une place financière sans égard pour les habitants et les salariés qui y vivent et y travaillent.

Toutes les communes autour de La Défense, la métropole parisienne ont besoin de plus de solidarité, de co-développement. Elles ont besoin d'un aménagement équilibré, durable et harmonieux, qui réponde aux légitimes aspirations humaines que sont le logement, l'emploi et la formation, les transports, et offre aussi un cadre de vie agréable, des services publics performants dans tous les domaines.

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom :

Adresse :

Téléphone :

Courrier électronique :

A retourner à : PCF 92 – 56/58 rue Sadi-Carnot – 92000 - Nanterre